

### *Les crédits*

Toute une infrastructure s'est bâtie autour des bases de la défense. Je suis convaincu que nombre de Canadiens conservent d'excellents souvenirs de leur séjour dans ces bases. Certains d'entre eux n'auraient peut-être jamais eu l'occasion de vivre dans la région de l'Atlantique si ce n'avait été des installations militaires de la côte est. Je dirai que les compressions budgétaires dont souffriront les six localités où se trouvent des bases militaires feront perdre aux économies locales 500 emplois civils et 90 millions de dollars en salaires, et toute l'infrastructure dont s'accompagnaient ces six bases.

Je n'ai pas appris par quoi on remplacera tout ça, même provisoirement. Je mets le gouvernement au défi de nous le dire. On ne peut pas continuer de priver les économies locales de leurs moyens de subsistance et compter les voir survivre. Le gouvernement veut peut-être que les gens aillent s'installer dans le centre du pays. Mais le Canada est fait de Canadiens qui s'entraident. Il y a d'autres secteurs du régime fiscal auxquels j'aurais préféré qu'on touche: les déductions pour amortissement, les exonérations pour gain en capital dont les Canadiens mieux nantis continuent de bénéficier. Il y a de nombreux secteurs auxquels le gouvernement n'a même pas touché, car cela démontre qu'il penche du côté des Canadiens à revenu élevé, des grandes entreprises et des États-Unis dans le cadre de l'Accord de libre-échange, au détriment de ce que je considère comme le Canada rural et les industries du secteur primaire.

Le ministre n'a parlé que de l'APECA dans son intervention. Je ne veux pas me disputer avec lui au sujet des compressions budgétaires de l'APECA. Tandis que l'on réduit les dépenses consacrées à l'infrastructure, il pourrait peut-être réexaminer les activités que finance son APECA, car il ne sert à rien de financer le tourisme s'il n'y a pas de tourisme l'an prochain. Pourquoi ne pas financer les infrastructures que réclament les municipalités? Pourquoi ne pas s'occuper de domaines où les dépenses aident plus de gens que les particuliers qui bénéficient de l'APECA? Ce n'est qu'une réflexion, mais, vous savez, j'ai vu des activités que l'APECA a financées, ou que le ministère de l'Expansion industrielle régionale a financées ou MAGI—il a parlé de MAGI, une initiative qui a permis de développer Halifax, je crois. Elle a permis de rajeunir le centre-ville de Halifax à l'époque. Elle comportait peut-être certaines lacunes, mais quiconque va visiter Halifax pourra certes constater qu'elle a fait démarrer le développement de la ville et plus particulièrement du secteur riverain du centre-ville.

Tandis que je parlais de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, le ministre a voulu attaquer diverses personnes, dont une qui aspire à la direction du parti. La personne candidate à la direction du parti que visait le ministre propose au moins une nouvelle politique

de développement régional, dont le ministre voudra peut-être prendre connaissance, qui préconise, en période d'austérité, l'affectation de fonds, par exemple à l'amélioration des réseaux de transport et de communications, des programmes d'enseignement et de formation, des ressources énergétiques, des soins de santé et des services d'administration publique. Je ne voulais pas donner de nom, mais le candidat en question est M. Chrétien. Il a dit aussi à cette occasion—là qu'il travaillerait en étroite collaboration avec les gouvernements provinciaux dans les régions à croissance lente afin d'améliorer les investissements publics dans l'infrastructure nécessaire.

Je vous le dis, de toute mon expérience au Parlement, comme députée de l'arrière-ban d'un parti au pouvoir ou dans l'opposition, je n'ai jamais vu un gouvernement aussi déterminé à détruire l'infrastructure économique des régions. La motion vient à point. Il faudrait consacrer beaucoup de temps à la question, la débattre aux comités et parler de la direction que prend le gouvernement, que ce soit en matière de libre-échange, de TPS, des compressions chez VIA que rien ne compense. Nous ne voyons pas nos routes s'améliorer. Nous ne voyons pas Air Canada servir une plus grande clientèle. La compagnie dit même qu'elle va supprimer le service entre Saint John et Sydney. Elle va également réduire le service dans d'autres régions.

Le gouvernement parle de gérer l'État comme une entreprise, de se dégager de tous ces services publics, de les vendre tous, sans tenir compte de la population. Prenez le cas des Postes. J'ai assisté ce matin à une séance de comité où le ministre a dit à l'un de mes collègues que ce dernier ne pouvait pas être en faveur d'entreprises non rentables. J'aurais voulu lui demander de définir la non-rentabilité. Parlons-nous des bureaux de poste ruraux qu'on ferme ou des Canadiens qui, lorsqu'ils entendent dire qu'on va fermer leur bureau de poste, n'arrivent pas à savoir combien il coûte? Nous ne pouvons même pas savoir si cela coûte plus cher de louer le bureau de poste dans une collectivité ou de transférer les services postaux à un marchand local. Nous sommes pourtant censés parler d'un niveau de service que le gouvernement offre aux Canadiens.

Comme mes collègues, je ne crois pas que l'on puisse affaiblir des parties de l'infrastructure postale du Canada rural sans nuire à l'ensemble. Étant donné que les politiques du gouvernement favorisent les grands centres éloignés des localités rurales, le Canada deviendra un pays de disparités régionales et il finira par se désintégrer. C'est ce que prouve la motion à l'étude aujourd'hui. J'espère que le gouvernement et les ministres responsables se pencheront sur les programmes destinés aux régions. Nous avons besoin d'une infrastructure permanente. Nous devons avoir accès à cet argent pendant un certain